

THE KATHMANDU POST

Institutionnaliser la discrimination

Une société qui traite ses fils et ses filles différemment n'atteindra jamais la prospérité.



Bina Jha Publié le: 12 juillet 2020 Mis à jour le: 12 juillet 2020 06:51

Il y a quelques semaines, un grand groupe de jeunes népalais sont descendus dans la rue pour protester contre l'incompétence du gouvernement, la corruption et le manque de sensibilité dans la réponse de Covid-19. La manifestation a clairement montré leur immense amour et leur respect pour le pays. En première ligne de cette manifestation, ainsi que de courageux fils du pays, se trouvaient également de courageuses filles népalaises pour lesquelles le gouvernement a présenté un projet de loi sur la citoyenneté très discriminatoire. Alors que le monde évolue vers l'égalité des sexes au fur et à mesure que le 21^e siècle progresse, le gouvernement ici semble assez à l'aise pour introduire des dispositions discriminatoires.

Mais pourquoi les intellectuels de la société sont-ils muets sur cette situation ? Pourquoi sont-ils d'accord avec cette injustice ? Est-ce que les filles ne sont pas en mesure de contribuer à la prospérité de la nation ? Les arguments présentés par les parlementaires lors des discussions sur ce sujet semblent que le pays ne concerne que

les hommes. Cela semble suggérer que seuls les hommes sont membres de la société, ils aiment seuls le pays et seuls ils ont le droit de décider de la nationalité du pays.

Vision myope

Lorsque la discrimination entre les sexes dans la société diminue, au lieu de promouvoir l'égalité, le gouvernement tente d'approfondir les divisions injustes fondées sur le sexe. Comme le propose le projet de loi, la femme étrangère d'un fils reçoit la citoyenneté naturalisée sept ans après le mariage, mais pourquoi y a-t-il une incertitude pour la fille qui épouse un étranger ? Comment et où ont-ils vu un danger venant des femmes ? Comment les gens au niveau de l'élaboration des politiques peuvent-ils être aussi myopes et étroits d'esprit ? Y a-t-il des recherches ou des enquêtes qui indiquent que la nation est en danger à cause des filles ? Si ce projet de loi discriminatoire est adopté, quels seront les besoins de la société autres que la promotion et la construction du patriarcat ?

La Constitution du Népal a consacré les droits des femmes dans la section 3, article 38. La mise en place d'une gouvernance basée sur le genre a été institutionnalisée dans le 15ème Plan. Pourtant, le nouveau projet de loi sur la citoyenneté n'inclut pas les sentiments de la constitution ou les engagements pris sur la scène nationale et internationale concernant l'élimination de la discrimination fondée sur le sexe.

Il semble que les femmes aient été jugées non fiables par l'État pour une raison quelconque. Pourtant, quand nous regardons l'histoire, les traités internationaux signés et les lois nationales adoptées qui ont été les plus dommageables pour le Népal et sa souveraineté ont été conçus, signés et approuvés par des hommes. Il vaut mieux analyser le passé et voir combien d'exemples de femmes ont commis une trahison contre l'État. Même si les exemples passés donnent un ton précis pour l'avenir, cette ligne de pensée ne mènerait pas à la conception discriminatoire actuelle du projet de loi sur la citoyenneté.

Non seulement cela, si un homme népalais épouse un étranger, elle obtient instantanément sa carte d'identité nationale qui donne une certitude à ses droits économiques et culturels, entre autres. Après sept ans de réception de la carte de citoyenneté, elle bénéficie également de droits politiques. Mais si une femme népalaise épouse un étranger qui reste au Népal, pourquoi ne devrait-il jamais obtenir une carte de citoyenneté ? Il n'a même pas de carte d'identité nationale. Quelle est la raison de l'établissement de cette discrimination entre les hommes et les femmes népalais ?

Cette discrimination existe non seulement entre une génération, mais se poursuit également pour leurs enfants. Si un fils épouse une femme étrangère, elle obtiendra la citoyenneté naturalisée au bout de sept ans, ce qui fera que ses enfants descendront automatiquement des citoyens à la naissance, et ils auront le droit de poursuivre une carrière politique ou militaire. Cependant, si une fille népalaise épouse un étranger, son mari ne pourra jamais devenir citoyen népalais même s'ils résident dans le pays toute leur vie ; et leurs enfants ne pourront jamais bénéficier du même accès aux carrières politiques et militaires.

Les enfants obtiendront la citoyenneté naturalisée en raison de laquelle ils ne pourront jamais être candidats à des emplois publics dans des postes élevés tels que président, Premier ministre, président du Parlement ou chef d'état-major de l'armée. Si la discrimination devait être établie au niveau politique, à quoi servait la guerre maoïste de 10 ans, qui était censée être pour la transformation sociale ? Est-il éthiquement

correct que les membres du gouvernement actuel soutiennent l'institutionnalisation de la discrimination comme celle-ci ? Mais lorsque les politiciens citent des exemples de lois misogynes d'autres pays pour justifier leurs actes, il n'y a pratiquement plus de place pour un débat raisonné. Il est vraiment regrettable qu'un pays démocratique suive une telle inclinaison antidémocratique.

Peur d'être émasculé

La discrimination ne peut jamais apporter la prospérité. La crainte majeure de la plupart des politiciens et de ceux qui bénéficient de cette structure patriarcale est-elle qu'une situation où leurs capacités seront remises en question se produise ? Sinon, quelle est la raison pour laquelle ils utilisent des techniques de faire ou mourir pour institutionnaliser la discrimination ?

Tous les citoyens responsables sont bien conscients qu'une société qui promeut la discrimination n'atteindra jamais la prospérité. Ils n'accepteront pas la discrimination entre fils et filles. Ils conseilleront certainement au gouvernement de cesser de vendre la fausse crainte d'une éventuelle trahison nationale des femmes. Le parti au pouvoir devrait nettoyer son acte et cesser de perpétuer la discrimination.



Bina Jha

Jha est sociologue et doctorant.